

# La manifestation des médecins de famille du 1<sup>er</sup> avril 2006

Interview avec Jacques de Haller, président de la FMH

**Un dialogue empreint de respect entre les différents partenaires, qui ont chacun leurs intérêts propres, conduira à de bonnes solutions pour l'avenir de la médecine de premier recours et à un système de santé bien accepté par la population.**

Bruno Kissling,

rédacteur en chef de PrimaryCare

*PrimaryCare: Cher Jacques, un chaleureux merci d'avoir pris le temps d'une interview à l'occasion d'un repas de midi. Les médecins de famille suisses mettent sur pied le 1<sup>er</sup> avril 2006 une manifestation contre l'affaiblissement de la médecine de premier recours. En ce moment, ils récoltent des signatures pour une pétition qui doit signifier un large appui à leurs revendications. En tant que président de la FMH, que penses-tu de cette initiative inhabituelle de la part des médecins de premier recours?*

Ces derniers temps, la Confédération et les assureurs prennent des mesures et des décisions aveugles, ils nous considèrent comme de «petits enfants». On ne peut laisser faire cela. Pour les médecins, une manifestation est un mode d'expression apparemment non conforme à leur image. Les médecins tournent le dos à l'image du «demi-dieu en blanc» qui, assis dans son bureau bourgeois, ne se mêle pas du modèle économique en vigueur et doit rester sagement au-dessus des problèmes sans se sentir concerné. Maintenant, les médecins de premier recours descendent dans la rue, simplement comme des gens qui ont quelque chose à dire et ne sont pas entendus. Cela surprend et secoue.

Les médecins de famille se mêlent à l'actualité. Cela est urgent et nécessaire, car

le cercle actuel des politiques responsables et des assureurs, qui se connaissent et ressassent pour la n-ième fois les mêmes opinions, continue à tourner en rond. La manifestation sur la Place fédérale à Berne doit, appuyée par des milliers de médecins, apporter de nouveaux modèles, des idées créatrices et actualiser un nouveau rôle pour les médecins.

*Quel support la FMH apporte-t-elle aux médecins de premier recours?*

La manifestation est organisée par les médecins de famille, non par la FMH. Je prendrai la parole lors de la manifestation, et au nom de la FMH je soutiendrai les revendications des médecins de premier recours. La participation de Simonetta Sommaruga est aussi une bonne chose. Ainsi, la manifestation revêtira un poids qui ira au-delà du corps médical.

*Après la manifestation, qu'est-ce qui sera différent dans le système de santé suisse?*

Il est important que la manifestation se déroule bien, dans un climat paisible et décent, que beaucoup de monde y participe, et qu'un message clair y soit véhiculé, qui ne tourne pas autour de l'argent. Pourtant, une manifestation réussie ne suffira pas à elle seule. L'élaboration ultérieure des revendications est importante. Idéalement, les médecins de premier recours – et le corps médical dans son ensemble – gagneront en respect. J'espère que contrairement à aujourd'hui, il sera alors tout à fait normal et allant de soi pour les politiques, les décideurs de l'administration et les assureurs, de considérer les médecins comme des partenaires de dialogue importants; de les inclure comme interlocuteurs dans les questions importantes et de ne plus prendre des décisions arbitraires, comme l'ont fait le Conseiller fédéral Pascal Couchepin en

diminuant le tarif du laboratoire ou santésuisse avec ses dénonciations unilatérales de contrat. J'espère qu'on ne paiera plus les médecins de belles paroles, mais qu'on les prendra au sérieux. Cela aura un effet positif sur le plan des négociations; car nous, médecins, connaissons notre domaine professionnel, ainsi que les patients qui l'habitent avec leurs besoins. Nous avons une sensibilité toute spéciale pour les besoins de la population. En tant que médecins, nous pouvons faire entrer les aspects centraux de la maladie et du bien-être dans le discours de la politique de santé, actuellement dominé par l'économie et les restrictions.

L'influence positive de relations empreintes de respect se révèle dans les cantons. Là, les médecins et les politiques sont personnellement plus proches que sur le plan national, et dans le domaine de la politique de la santé, les gouvernements prennent en règle générale leurs décisions beaucoup plus dans le sens du corps médical.

*L'objectif central de la manifestation est l'encouragement de la médecine de famille comme discipline spécialisée ...*

La FMH soutient ce que font les médecins de premier recours. Ils doivent cependant pour commencer faire valoir eux-mêmes leurs arguments et propositions, car la FMH ne dispose pas de leur expérience, et aussi parce que son rôle consiste à représenter le corps médical dans son ensemble. Prenons par exemple la revendication de créer des instituts de médecine de premier recours dans les cinq facultés de médecine de Suisse. Ce sont d'abord les médecins de premier recours qui doivent être actifs. Par son soutien, la FMH renforce ensuite cette revendication auprès des politiques et influence ainsi positivement leurs décisions.

Pour moi, il est très important que tous les processus décisionnels suivent un cheminement correct qui garantisse leur solidité et leur acceptabilité. Pour cette raison, je vais par exemple aussi porter devant la Chambre médicale, avec pour elle possibilité de référendum, le nouveau programme de formation postgraduée de la SSMG, bien qu'à l'origine il en était prévu autrement. Les voies et les mesures particulières compromettent la crédibilité des institutions et des décisions importantes.

*... et l'édification positive de son environnement professionnel actuel et futur.*

Pour qu'à l'avenir aussi nous ayons un réseau solide de médecins de premier recours, pour que de jeunes médecins continuent à choisir cette profession, il faut créer de bonnes conditions de vie pour cette profession. Pour cela, il faut entre autres qu'il soit possible de concilier intérêts professionnels et familiaux, ou de pratiquer le métier de médecin de famille à temps partiel. Le tarif doit être ainsi construit afin qu'il permette un revenu équitable et que les banques n'en viennent pas à hésiter à octroyer des crédits d'investissement et d'exploitation pour l'ouverture des cabinets de médecine de premier recours.

Avec le TARMED, les médecins de premier recours ne s'en sont pas tirés aussi positivement qu'on l'attendait. Cependant, toutes les décisions sont structurellement bloquées, d'abord en raison de la neutralité des coûts et maintenant du fait de l'unanimité nécessaire entre partenaires pour toute modification. Toute nouveauté doit être mise en relation avec l'ensemble. Ce point stabilisateur mais aussi paralysant du contrat est actuellement en discussion. Les négociations pour la création des nouveaux forfaits d'urgence, importants surtout pour les médecins de premier recours, sont déjà bien avancées. On trouvera certainement une solution satisfaisante.

*Cher Jacques, quels vœux voudrais-tu apporter aux médecins de premier recours – et leurs partenaires du système de santé – sur le chemin vers Berne?*

Pour des relations empreintes de respect les uns envers les autres, pour la création de ponts entre les différents partenaires et pour atteindre ensemble de bonnes décisions, nous devons tous accepter que chaque partenaire, dans le système de santé aussi, est différent et animé d'intérêts différents. Nous sommes médecins, les assureurs sont assureurs et les politi-

ques sont des politiques. Nous ne devons pas prendre la différence pour une agression, mais nous placer en état de discussion empreinte de respect. Nous médecins ne devons pas faire aux assureurs le reproche de réagir à leur manière et de défendre leurs intérêts en tant qu'assureurs. Vu de cette manière, il est logique que santésuisse veuille diminuer les tarifs. De son côté, santésuisse doit aussi comprendre que des tarifs trop bas entraînent d'autres problèmes. Nous médecins devons montrer que notre travail est efficace et de bonne qualité, que nous nous comportons de manière transparente avec l'argent – et nous devons pouvoir le démontrer. Nous devons présenter clairement nos points de vue et les expliciter. Car ce sont précisément ces éléments qui sont tombés dans l'oubli ces derniers temps, comme l'a montré l'exemple du Conseiller fédéral Pascal Couchepin avec sa décision concernant le tarif du laboratoire.

---

Dr Bruno Kissling  
Elfenauweg 6  
3006 Bern  
kissling@primary-care.ch